

DIALOGUE SUR LE SECTEUR FINANCIER DE L'AFRIQUE DU NORD

*« Finance verte et finance participative / islamique :
quelle finance innovante au service de l'Afrique du Nord ?*

Tunis (Tunisie), 27 et 28 février 2019

INTERVENTION DU PRESIDENT DE L'APSF, M. ABDALLAH BENHAMIDA

Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un réel plaisir de prendre part aux travaux autour du Dialogue sur le développement du secteur financier en Afrique du Nord. Je remercie la BAD et Making Finance Work for Africa d'avoir associé l'APSF, l'association marocaine des sociétés de financement, à cet important rendez-vous. Le quatrième du genre, si j'ai bonne mémoire.

Je tiens à féliciter les organisateurs pour cette initiative d'organiser le débat autour notamment du potentiel du secteur financier au regard de sa contribution aux priorités stratégiques nationales et régionales, et la manière dont les investisseurs internationaux et les Institutions de financement du développement pourraient renforcer leurs stratégies d'investissement en Afrique du Nord.

Cet événement réunit une multitude d'acteurs - banques multilatérales comme la BAD, bien entendu, mais aussi la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique, la Banque Européenne d'Investissement - régulateurs, responsables gouvernementaux, opérateurs économiques ... C'est que la présence d'une telle communauté de décideurs et d'acteurs montre que tout un chacun a un rôle à jouer pour la mobilisation et l'allocation de ressources en faveur du financement de l'économie réelle dans la région et de la promotion du développement durable.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, je dois préciser que je porte une double casquette. Celle de Président de l'APSF, association marocaine des sociétés de financement, et celle de Président d'Africalease, Fédération Africaine de Leasing.

Je vous ferai part de l'expérience marocaine s'agissant du financement du développement durable par leasing et des ambitions que pourrait nourrir, de mon point de vue, la Fédération Africaine de Leasing, pour promouvoir des activités génératrices de revenus à l'échelle de tout le continent africain.

Mesdames et Messieurs,

Nous allons débattre, si j'ai bien compris, des moyens de promouvoir une finance innovante dans notre région et, bien sûr, des conditions de son succès. Je m'en tiendrai à ce que nous, opérateurs de leasing, savons déjà faire et ce que nous pouvons faire.

A ce sujet, et pour être concret, il est permis de se poser une foultitude de questions :

- Comment favoriser le financement des projets intégrant la composante verte ?
- La région dispose-t-elle d'un réservoir/vivier de projets verts attractifs pour le secteur ?
- Quels sont les instruments disponibles pour les entrepreneurs de l'économie verte ?
- Comment favoriser la croissance tout en se pliant aux règles sur le respect de l'environnement ?
- Quelles sont les stratégies pour limiter l'impact du changement climatique sur le développement ?
- Quelles sont les sources de capitaux pour financer les plans contre le changement climatique ? La région en profite-t-elle ? Quels sont les besoins dans la zone ?
- Comment développer le leasing pour qu'il puisse financer durablement les TPE et PME et accroître leur contribution à création de richesses ?

Dans le fond, ces questions, nous les avons naturellement sérieuses quand il s'est agi pour l'APSF de préparer des Assises autour du financement, par leasing, du développement durable, qui constitue une préoccupation nationale majeure.

Lors de la tenue de ces Assises il y a tout juste trois mois, le Directeur Général de la Banque Centrale du Maroc, Bank Al-Maghrib, a rappelé que cette dernière a convenu avec l'ensemble des parties prenantes de la sphère financière, opérateurs et régulateurs, d'une feuille de route pour l'alignement du secteur financier sur les enjeux de développement durable. Arrêtée en 2016 à l'occasion de la COP 22 organisée à Marrakech, cette feuille de route constitue un document de référence pour la mobilisation de l'ensemble des acteurs financiers en faveur d'une économie responsable, intégrant bien évidemment la dimension « développement durable ».

Cette feuille de route s'articule autour de 5 axes :

- l'extension de la gouvernance sur les risques financiers aux risques liés aux enjeux climatiques ;
- le développement d'instruments et de produits financiers durables ;
- la promotion de l'inclusion financière en tant que vecteur essentiel du développement durable ;
- le renforcement des capacités dans le domaine du développement durable et
- la transparence et la discipline de marché.

Sur un plan très concret, le leasing marocain ambitionne de financer et d'accompagner les programmes de développement durable, initiés et/ou encouragés par le Gouvernement.

A ce titre, la réflexion a porté sur le renouvellement du parc de véhicules de transport routier et sur l'efficacité énergétique. Nous avons proposé des formules concrètes :

- soit pour accélérer, grâce au leasing, le renouvellement du parc de véhicules de transport routier, avec ce que cela implique en termes bien évidemment de sécurité routière, mais aussi d'atténuation des émissions de gaz effet de serre. Il s'agit d'améliorer l'outil de travail de petits exploitants exerçant la plupart du temps à titre individuel et qui rendent bien des services aux populations enclavées et à la collectivité aussi bien urbaine que rurale, surtout rurale ;
- soit pour accompagner les projets d'efficacité énergétique, à travers le financement de l'installation de programmes ou d'équipements dédiés.

Dans le cas de la promotion de l'efficacité énergétique, a été mis en œuvre, en 2013, un programme dit MORSEFF - MORSEFF pour « Morocco Sustainable Energy Financing Facility ». Il s'est agi d'un prêt de 110 millions d'euros d'organismes internationaux (BERD, AFD, KfW et BEI) à deux banques partenaires locales, doublé d'une assistance technique aux entreprises.

Le soutien à ces banques partenaires a consisté notamment dans le développement de l'offre produit dédiée, l'identification de projets éligibles, l'évaluation du risque des projets et l'intégration aux procédures des banques.

Quant à l'assistance technique aux entreprises, elle a résidé notamment dans le soutien, d'une part, dans l'identification de gisements d'économies et d'autre part, de la demande de financement à l'évaluation et suivi du projet.

Les projets financés dans le cadre du Morseff l'ont été à hauteur de 40% grâce au leasing. Ces deux banques marocaines ont trouvé, à n'en pas douter, au sein de leurs filiales spécialisées en leasing, non seulement l'expertise technique pour faire aboutir les projets, mais aussi et surtout leur connaissance du terrain et leur proximité avec les opérateurs et les fournisseurs de solutions et de matériels.

Bien sûr, le financement par leasing de projets d'efficacité énergétique a pu se heurter à des freins objectifs, si bien que dans le cadre de l'APSF nous projetons de nouvelles formules pour mieux accompagner la réalisation de tels projets. Ces freins ont trait :

- à la faible capacité de financement par les fournisseurs ;
- à la compétition entre investissements de production et d'efficacité énergétique ;
- au risque technologique et au risque fournisseur non maîtrisés par le client ;
- au risque matériel en cas de difficulté du client : récupération difficile du matériel, absence de marché secondaire ;
- au poids important des actifs incorporels dans certains investissements.

Mesdames et Messieurs,

Nous inscrivons donc notre démarche au sein de l'APSF dans une logique de financement du développement durable. Et qui dit développement durable dit aussi, de notre point de vue, inclusion financière. Et c'est là que je vais porter la casquette de Président d'Africalease.

Historiquement, le leasing a permis le financement d'acquisition de logements aux Etats-Unis et la reconstruction de l'Europe à travers le plan Marshall. En Afrique, il est appelé à favoriser la réalisation de projets portés par les jeunes et à permettre de développer des activités génératrices de revenus.

Dans notre continent, le succès de la transition énergétique et du développement dépendra de la capacité des institutions financières, des institutions intervenant sur le marché des capitaux, à élargir les sources de financement, par exemple aux comptes d'épargne verte et autres produits accessibles aux ménages, aux PME et aux start-ups qui ont un rôle très important à jouer dans le développement durable.

Africalease ambitionne de favoriser un écosystème en vue de permettre l'encouragement d'activités génératrices de revenus et nous pensons que le micro-leasing est un vecteur puissant pour ce faire.

Pour finir, vous me permettrez de revenir à la trame de fond de notre manifestation de ces deux jours qui est, en définitive, le financement de nos économies dans les pays d'Afrique du Nord pour dire que le leasing peut faire plus et mieux.

Pour 2016, le potentiel du marché africain du leasing pour les biens mobiliers est estimé par la SFI à plus de 83 milliards de dollars US et la taille du marché, réelle ou estimée, à quelque 41 milliards. Au Maroc, l'encours des financements en leasing ressortait à près de 5 milliards de dollars US, ce qui représente environ 15% de la formation brute de capital fixe (FBCF). Quoique ce ratio n'a pas tout à fait la pertinence qu'on lui prête pour ce qui est de la mesure du taux de pénétration du leasing.

Le potentiel de l'Afrique du Nord au sens large (de la Mauritanie à l'Egypte) est évalué à plus de 20 milliards pour un marché réel de 6 milliards.

C'est dire que la marge d'amélioration du financement de l'économie par leasing au sein des pays de notre région est importante.

Merci de votre attention.